



Lettre aux gestionnaires

Chers collègues,

Nous aimerions vous sensibiliser sur des sujets cruciaux pour l'avenir du réseau des garderies privées et sur la survie à long terme de votre garderie. Nous vous prions de nous consacrer quelques instants, car les enjeux sont majeurs.

L'Association des garderies privées du Québec (AGPQ) défend avec ardeur le réseau des services de garde depuis plus de 30 ans. Elle continue de le faire sans compromis et avec la même détermination qu'à ses débuts. Pour preuve, en 1997, le gouvernement était sur le point de nationaliser les services de garde, contribuant ainsi à la disparition des garderies privées. Nous étions exclus des places à 5 \$, nous empêchant même d'émettre des reçus d'impôts aux parents. Cependant, grâce à l'appui des propriétaires, éducateurs et parents, l'AGPQ a réussi l'impossible : sauver notre réseau.

Depuis, la lutte pour la sauvegarde de notre réseau s'est déplacée à d'autres niveaux. En 2001, nous avons obtenu une importante bonification grâce aux efforts de l'AGPQ. Sans cet ajustement de subvention, la pérennité de notre réseau aurait été sérieusement compromise. Et voilà qu'en 2011, nous faisons face à un manque de ressources qui nuit à notre objectif d'assurer un service de qualité ainsi que d'offrir des salaires compétitifs à notre personnel, comparables à ceux des CPE. Tandis que la bonification obtenue l'an dernier couvre à peine la moitié des hausses salariales de notre personnel, elle ne contient aucune augmentation pour nos autres dépenses, que ce soit la nourriture, l'énergie, les taxes, le loyer, etc., ayant toutes subies une inflation. Cette prochaine année n'annonce rien de mieux si l'on se fie aux renseignements obtenus lors de l'étude des crédits du ministère de la Famille et des Aînés (MFA), récemment rendus publics.

Sans faire un débat sur la vie associative, quelques précisions s'imposent. Nous nous questionnons sur la réelle motivation du ministère de la Famille quant à l'accréditation d'une autre association, le Rassemblement des garderies privées du Québec (RGPQ). Est-ce que l'objectif était de diviser notre message et nos voix ? Nous ne croyons pas que leur entrée en scène, au moment où, comme plusieurs autres, nous demandons la démission de Tony Tomassi, soit le fruit du hasard.

Plusieurs d'entre vous avez récemment reçu un courriel unilingue en anglais envoyé par un membre fondateur du RGPQ et ancien membre du CA de l'AGPQ. Dans ce courriel visant à recruter de nouveaux membres, nous avons la preuve que cet organisme fait preuve de complaisance à l'endroit des autorités gouvernementales. Dans ce courriel, on affirme que le : « *RGPQ meets them on a regular basis, very nice people* », autrement dit, le MFA est très gentil !

Comment peut-on affirmer que ces gens sont gentils alors que l'an dernier nous avons reçu des miettes de financement et que probablement cette année sera pareille, sinon pire ?

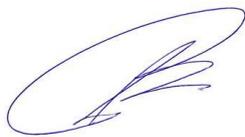
Comment peut on déclarer que le MFA est gentil alors qu'il reste encore une différence de financement de près de 200 000 \$ entre un CPE de 80 places et une garderie de même taille ?

Comment peut-on accepter qu'un poupon reçoive 6,90 \$ de plus dans un CPE que dans une garderie privée ? Comment peut-on également accepter qu'un enfant de plus de 18 mois reçoive 3,30 \$ de plus dans un CPE que dans une garderie privée en cela uniquement pour les frais de garde et d'éducation (uniquement salaire, éducatrice, nourriture, matériel éducatif t récréatif) ? Si chaque année, on coupe notre financement au lieu de le bonifier, posez-vous la question : Où serons-nous dans trois ou quatre ans ?

L'AGPQ refuse d'être un club social. Notre relation avec le gouvernement est cordiale et elle est basée sur un respect mutuel. Ceux-ci ont un travail à faire et nous avons le mandat de vous défendre, d'assurer les services de qualité ainsi que la pérennité du réseau. À choisir entre le maintien d'une relation amicale avec le ministère et la défense de vos intérêts, nous choisirons toujours la défense de vos intérêt. Nous refuserons d'être complaisants et nous travaillerons toujours pour que justice soit rendue. La réduction de votre financement correspond étrangement à la création d'une AUTRE ASSOCIATION.

Nous prévoyons donc un printemps chaud, nous lançons une campagne de sensibilisation afin de vous mobiliser dans la défense de vos droits. Nous refusons d'être, gestionnaires, éducateurs, enfants et parents, des citoyens de deuxième classe. Dans le passé, nous avons déplacé des montagnes parce que nous étions tous unis et déterminés. Que vous soyez membres de l'AGPQ ou non (vous êtes tous bienvenus), le sous-financement nous touche tous, petite ou grande garderie, à Montréal ou en régions. Bien sûr, nous sommes ouverts à recruter de nouveaux membres, mais ce combat dépasse la simple campagne de recrutement. Vous trouverez ci-joint une lettre à remettre à chacune de vos éducatrices. Des dépliants pour vos parents vous seront bientôt envoyés.

Soyons solidaires. À bientôt !



Jean-François Belleau
Directeur général, pour le Conseil d'administration de l'Association des garderies privées du Québec